

La politique de l'Union Soviétique en Amérique Latine : échec ou réussite ?

par Eddy KAUFMAN,

Maître des Conférences
Université hébraïque de Jérusalem.

★

Plus de cinquante ans de relations entre l'Union Soviétique et l'Amérique Latine offrent à l'observateur une perspective historique suffisante pour tirer des conclusions des tendances actuelles de la politique de Moscou envers ce continent.

Aujourd'hui deux Etats latino-américains, Cuba et le Chili, se déclarent socialistes. Tous deux sont gouvernés par des dirigeants marxistes indépendants. Nous tenterons d'évaluer dans quelle mesure ceci provient d'une politique préméditée et planifiée à long terme par l'URSS. Mais avant de répondre à cette question, il semble important de résumer brièvement les différentes phases de la politique soviétique en Amérique Latine, à la fois du point de vue des relations diplomatiques et de celui des activités des différents partis communistes.

Théoriquement ces deux aspects pourraient être parfaitement complémentaires, le premier apportant aux gouvernements, et le second à l'alternative communiste. Cependant nous verrons plus loin que dans nombre de situations, la fréquente superposition de ces deux activités a agi au détriment de la cause soviétique.

Nous distinguerons trois périodes principales : la première est « L'Époque du Comintern », qui dura de l'avènement de la Révolution russe jusqu'au début de la seconde guerre mondiale; la seconde, qui s'étend de la seconde guerre mondiale jusqu'au triomphe de la Révolution Cubaine en 1959 peut être appelée la période de « La Guerre Froide »; et la troisième, qui commença en 1959 et couvre toute la décennie suivante, est placée sous le signe de « La Guérilla en face de la Coexistence Pacifique ».

Les deux premières périodes ont été traitées à fond par plusieurs spécialistes; nous nous contenterons donc de renvoyer le lecteur aux sources ci-dessous (1).

Guérilla contre coexistence pacifique.

Cette troisième période est le témoin de nouveaux développements qui provoqueront un changement radical dans la position de l'Union Soviétique en Amérique Latine. Il se dessine après l'adoption d'une nouvelle politique de coexistence pacifique avec les Etats-Unis, de concurrence pacifique avec le capitalisme, et de respect de tout gouvernement, indépendamment de son régime socio-politique.

Un autre phénomène caractérisant cette période est le croissant désaccord entre l'Union Soviétique et la Chine Populaire. Fondée sur des intérêts nationaux ainsi que sur des questions d'idéologie, cette controverse se fait sentir jusqu'en Amérique Latine. Dans le domaine diplomatique, la Chine ne représentait pas de menace sérieuse aux intérêts soviétiques en Amérique Latine. Bien que le 7ème congrès consultatif de l'Organisation des Etats Américains (San Jose, Août 1960) ait traité de « ... la tentative des forces sino-soviétiques de profiter de la situation politique, économique ou sociale de tout état américain », les Chinois obtinrent de bien maigres résultats dans le domaine des relations diplomatiques. Jusqu'au débat sur la Chine à l'Assemblée Générale de l'ONU en 1971, seuls Cuba et le Chili maintenaient de pleines relations diplomatiques avec la Chine, et les relations avec le premier de ces Etats subirent une forte détérioration en 1965 (2), à tel point qu'elles ne s'en sont jamais remises complètement.

Cette période fut aussi influencée par la victoire de la révolution cubaine. Le tournant vers la gauche du « mouvement du 26 juillet », qui était imprévu, et le blocus américain, permirent au Kremlin de devenir le partenaire principal du nouveau régime. Bien que dans la plupart des cas il

(1) ALEXANDER Robert J., *Communism in Latin America*, Rutgers University Press, New York, 1957 ; POPPINO Rollie E., *International Communism in Latin America*, The Free Press of Glencoe, London, 1964 ; AGUILAR Luis E. (édit.), *Marxism in Latin America*, Knopf, New York, 1968 (documents sélectionnés) ; CLISSOLD Stephen (édit.), *Soviet Relations with Latin America, 1918-1968*, Oxford University Press, London, 1970 (documents sélectionnés) ; OSWALD Gregory J. and STROVE Anthony J. (édit.), *The Soviet Union and Latin America*, Pall Mall Press, London, 1970.

Le sujet est vaguement mentionné dans les divers textes généraux sur la politique extérieure de l'Union Soviétique dans la période du « Comintern » et lors du début de la guerre froide.

(2) Pour un rapport détaillé crise sino-cubaine de 1965, voir JOHNSON Cecil, *Communist China and Latin America (1959-1967)*, Columbia University Press, New York, 1970.

ajoutât un vote aux pays socialistes dans l'arène internationale, Fidel Castro provoqua tant de controverses avec Moscou, que l'Union Soviétique dût sans doute reconsidérer plus d'une fois les avantages et les désavantages du gouvernement révolutionnaire cubain.

L'existence de ces nouveaux modèles de socialisme, différents de celui de l'Union Soviétique, facilita l'apparition d'un phénomène nouveau, la fragmentation de la gauche. En-dehors de la renaissance des groupes trotskystes, d'autres groupes de tendance pro-chinoise et pro-cubaine naquirent soudain à travers tout le continent. Tous prétendaient être d'authentiques révolutionnaires marxistes, et tous critiquaient la position soviétique en faveur de la coexistence pacifique. Les mouvements fidélistes « MIRistas » devinrent particulièrement puissants en Amérique Latine, et ils étaient farouchement opposés aux communistes locaux qui recevaient leurs instructions de Moscou. Ce sont surtout ici « Miristas » qui furent à l'origine de la création de fronts de guérilla dans presque tous les pays de l'Amérique Latine. Bien que dans la plupart des cas ces guérillas furent d'importance relativement faible, leur seule victoire étant celle de Castro à Cuba, le fait même de leur existence obligea l'Union Soviétique à affronter une stratégie établie par des hommes de gauche, mais différant totalement des positions officielles de la « transition pacifique ».

Au niveau diplomatique, cette troisième période représente un succès croissant pour l'Union Soviétique. Comme l'exprima Khroustchev : « ... Afin de prouver ce que représente en fait la coexistence pacifique, nous pouvons indiquer les relations établies entre les pays socialistes et les nouveaux états d'Asie, d'Afrique et d'Amérique Latine, qui se sont libérés du joug du colonialisme, et se sont embarqués sur la voie d'une politique indépendante. Ces relations se caractérisent par une grande sympathie et un respect mutuels, et l'aide économique et technique aux pays en voie de développement sans aucune tentative de les forcer à des obligations politiques ou militaires » (3).

Les Soviétiques s'efforcèrent à tout prix de maintenir des relations amicales avec des gouvernements comme celui de Quadros au Brésil et celui des Echeverria au Mexique, encourageant tout signe de politique indépendante envers les Etats-Unis.

Quadros et Frei renouèrent des relations avec l'URSS respectivement en 1961 et en 1965. D'après le « International Affairs » de Moscou la représentation soviétique en Amérique Latine comprenait en Mars 1967 les relations suivantes :

(3) KHRUSCHOV N.S., *On Peaceful Co-existence* (documents), Foreign Language Publishing House, Moscou, 1961, p. 256 (extrait du discours lors du Débat Général à la quinzième session de l'Assemblée Générale de l'ONU, septembre 1960).

- *relations avec représentation diplomatique* : en Argentine, au Brésil, au Chili, en Colombie, à Cuba, au Mexique et en Uruguay.
- *relations sans représentation diplomatique* : en Bolivie, à Costa Rica, dans la République Dominicaine, en Equateur, au Guatemala, au Nicaragua.
- *pas de relations* : aux Barbados, au Salvador, en Guyane, à Haïti, au Honduras, en Jamaïque, au Panama, au Pérou, au Paraguay, à Trinidad et à Tobago (4).

Depuis lors, le Pérou (1969), l'Equateur (1969), la Bolivie (1969), le Vénézuéla (1970) et Costa Rica (1970) ont échangé des représentants diplomatiques avec l'Union Soviétique. Ceci fait que l'Union Soviétique maintient des rapports avec les principaux états latino-américains, et en ce qui concerne l'Amérique du Sud, le Paraguay reste seul à ignorer l'Union Soviétique. Sur un total de 240 millions de Latino-américains, l'URSS est représentée dans des pays comptant pour une population de 215 millions. Bien que des relations n'aient pas encore été établies avec 8 pays, principalement dans les Antilles et en Amérique Centrale, la majorité de l'Amérique Latine ne craint plus les relations avec l'Union Soviétique. La nouvelle image que celle-ci s'est créée aux yeux des cercles dirigeants en Amérique Latine depuis le lancement du Spoutnik en 1957, la présente grâce à son avance dans le domaine technique comme un concurrent possible des États-Unis en Amérique Latine, ce qui est considéré de façon favorable.

D'autre part, l'amélioration des relations commerciales soviétiques et l'expansion des activités culturelles ont également été significatifs durant cette période.

Cette « normalisation » des relations diplomatiques avec les gouvernements latino-américains a obligé l'Union Soviétique à se dissocier d'activités subversives, dont la forme actuelle est la guérilla. C'est ainsi, par exemple, que l'introduction à l'édition russe du journal du Ché diffère de celle que Fidel Castro a écrite pour l'édition espagnole, et présente la guérilla bolivienne comme une aventure irréalisable (5). Le même souci de distance apparaît aussi dans la déclaration suivante où l'implication soviétique dans la guérilla en Amérique Latine est décrite comme étant une invention des « impérialistes américains » : « ... L'Union Soviétique est accusée d'activités subversives fictives, et on la blâme de développer une lutte de classe anti-

(4) Nous avons défini l'Amérique latine dans le vieux sens des 20 pays ibéro-américains, indépendants avant que démarre le processus de décolonisation des anciennes possessions anglaises et françaises dans les Antilles (après la seconde guerre mondiale). Dans ce paragraphe nous suivons la définition de l'auteur de cet article. « International Affairs », Moscou, n° 3, pp. 110-112.

(5) *Amérique Latine*, Bulletin mensuel de la Société d'Etudes Latino-Américaines, Paris, n° 19, février 1969, p. 25.

impérialiste dans les pays d'Amérique Latine, on lui impute aussi des démonstrations, des grèves, des désordres paysans, des émeutes d'étudiants et même des *luttés armées* (Ce sont mes italiques, afin de souligner à quel point l'URSS se désolidarise d'activités révolutionnaires). L'absurdité de tels „exposés” est évidente » ... « La propagande américaine se hâte d'accuser l'Union Soviétique de „fomenter des opérations de guérilla”. Bien qu'il soit évident que de telles inventions sont dénuées de tout fondement, elles sont répétées journallement par la propagande US, et ceci empoisonne inévitablement les esprits de certaines couches de l'opinion publique. » (6).

La seule action qui demeure inexplicquée dans cette atmosphère générale de conciliation, est la crise cubaine de 1962. L'URSS dût affronter l'opposition unanime de tous les pays américains lors de l'installation des armements offensifs à Cuba. D'après le journal de Khroustchev (dont l'authenticité est encore mise en doute) il apparaît clairement que cette décision était une aventure personnelle plutôt qu'une politique nationale. Si tel est bien le cas, il n'en reste pas moins que le retrait soviétique ramena la situation à son état antérieur, et les avantages recherchés par l'Union Soviétique en Amérique Latine n'étaient pas à caractère militaire ou stratégique. Au niveau du parti, cette période ne représente pas de progrès significatifs du communisme, contrairement à ce qui se produisit au niveau diplomatique. La faiblesse actuelle des partis communistes dans la plupart des nations latino-américaines n'est pas due seulement à la répression gouvernementale, mais aussi au fait que leur rôle ait été mis en question par d'autres mouvements d'extrême-gauche. L'attitude critique envers les communistes suivant la ligne de Moscou, venant à la fois de la droite et de la gauche, a permis au parti de prendre une voie plus modérée et de se rendre plus respectable. La grande majorité des partis acceptent la ligne d'une transition pacifique vers le socialisme. Ce n'est qu'au Vénézuéla, au Guatémala et en Colombie que les communistes locaux ont encouragé la lutte des guerrilleros, à certains stades de leur développement. Des partis ayant une forte tradition de « front populaire », tel que le parti chilien, ont été considérés comme tenants potentiels du pouvoir par de larges secteurs de la population. Comme en France et en Italie, le « communisme électoral » existant dans quelques pays sud-américains n'est plus l'expression d'un dissentiment ou d'une opposition de classe, mais l'espoir de pouvoir partager le gouvernement du pays. Il n'y a pas de doute que la victoire de l'Union Populaire au Chili a fortement renforcé la position des communistes « électoraux » ; même si le « Frente Amplio »

(6) KHACHATUROV K., *Anti-Communism in the Latin American Policy of the USA*, in : « International Affairs », Moscou, n° 6, 1970, p. 54.

n'avait pas réussi à prendre le pouvoir dans les dernières élections en Uruguay.

L'Amérique Latine dans la stratégie bipolaire soviétique.

Durant les années suivant la révolution bolchévique, l'objectif principal fut d'assurer la survie de la Russie Soviétique, assiégée par des troupes ennemies nationales et étrangères. En dehors du territoire national, l'intérêt principal demeurait en Europe; au début il consistait à encourager ce qu'en 1919 on croyait être l'imminente révolution sociale en Allemagne et en Hongrie. Par la suite les Soviétiques consacrèrent leurs efforts à relâcher l'isolement économique et politique auquel le pays était soumis jusqu'aux premières ouvertures allemandes à Rapallo. Le rapprochement vers l'Europe prit un nouvel élan lors de la montée du IIIème Reich. Staline comprit les intentions de l'Allemagne d'Hitler, ce qui poussa l'Union Soviétique à concentrer tous ses efforts politiques et militaires sur la préparation de la guerre, à changer la contexture des alliances européennes, et finalement à entrer dans la seconde guerre mondiale.

Il n'est certainement pas facile d'étudier la politique étrangère de l'URSS et de déterminer sans équivoque les différentes régions géographiques où elle a tenté de s'introduire durant ces différentes périodes. Néanmoins, il semble qu'après la guerre l'intérêt primordial de l'Union Soviétique fut de tirer avantage de la victoire alliée, et de s'entourer d'une chaîne de nations socialistes périphériques, placées sous son contrôle. Le problème de Berlin et de l'Autriche restant irrésolu à ce stade, en 1948 elle satellise la Bulgarie, la Pologne, la Hongrie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est.

Dominant l'Europe de l'Est, l'URSS concentra son attention sur l'Extrême-Orient. La Chine communiste contrôlant une grande partie du continent asiatique, le but principal devint l'expansion vers le Sud. Durant la fin des années quarante et le début de la décade suivante, cette expansion fut le principal objectif de la politique étrangère de l'Union Soviétique, la lutte se déroulant en Corée, aux Philippines et en Indochine.

Depuis 1955, c'est le Moyen-Orient qui a attiré l'intérêt des Russes, et ceci surtout depuis la détérioration des relations entre l'Egypte et les Etats-Unis. L'Afrique aussi devint un objet de la pénétration soviétique, depuis le début des années soixante. Remplissant l'espace vide laissé par le processus de la décolonisation, le Kremlin exerça son influence en particulier dans des cas tels que la guerre civile au Congo, en aidant Lumumba. L'intérêt que les Chinois ont montré pour l'Afrique fut une bonne raison pour les Soviétiques d'augmenter leurs engagements sur

ce continent. Il n'y a pas longtemps, nous avons pu voir la Russie jouer un rôle actif dans la guerre civile au Nigéria.

Nombreux sont les observateurs qui pensent que l'Amérique Latine se rangeait loin dans la liste des priorités de la politique extérieure, lorsque la révolution cubaine fit pénétrer l'Union Soviétique dans une région qu'elle n'était pas encore préparée à affronter. Les réserves des dirigeants de Moscou envers l'engagement en Amérique Latine, n'étaient pas seulement dues à la distance géographique et à l'attribution traditionnelle qui voit dans ce continent une zone d'influence des Etats-Unis. Dès le début de la politique de coexistence pacifique, il apparut clairement que les deux super-puissances s'étaient mises d'accord sur une limitation du conflit pas seulement en ce qui concerne les armes nucléaires, mais aussi en matière de non-intervention de la super-puissance rivale dans les zones respectivement adjacentes (7). Cela faisait de l'Europe de l'Est une zone de contrôle absolu par l'URSS, et de l'Amérique Latine une zone de contrôle absolu par les Etats-Unis. La révolte de 1956 en Hongrie et l'invasion du Guatemala en 1954, sont des exemples typiques d'opérations des super-puissances dans leurs zones d'influence respectives, la partie rivale se contentant de condamnations orales.

D'après Dinerstein, « avant la prise du pouvoir par Castro à Cuba, l'Union Soviétique considérait l'Amérique Latine en général, et les Antilles en particulier, comme une zone où les Américains limitaient sévèrement les possibilités des Communistes (8).

Une espèce de fatalisme géographique considérait l'établissement du socialisme dans la plupart des pays latino-américains comme impossible, vu leur vulnérabilité. Bien que les trois Grands de l'Amérique du Sud et le Mexique pussent se permettre une politique d'indépendance relative vis-à-vis des Etats-Unis, le destin du reste du continent, et celui des Antilles et de l'Amérique Centrale en particulier, semblait lié à jamais à celui des Etats-Unis. C'est pourquoi la révolution cubaine provoqua une surprise si grande chez les Soviétiques.

Ce fait exceptionnel nous amène à la question des conditions « objectives » permettant un succès du communisme. Il est évident que l'infrastructure d'un grand nombre de pays latino-américains reflète beaucoup d'injustice sociale, de malnutrition, de pauvreté et de misère, et que ces

(7) Ce sujet est développé dans mon article *L'Amérique latine dans le système International*, « International Problems », Tel Aviv, no 1-2 (19), vol. X, Juin 1971.

(8) DINERSTEIN Herbert, *Soviet Policy in Latin America*, in : American Political Science Review 1961, mars, p. 80. La même thèse est développée par le docteur Wolfgang Brener, mais d'une manière plus extrémiste. Il remarque que « L'Amérique latine est une zone périphérique dans la stratégie soviétique globale. L'intérêt principal de la politique militaire soviétique aujourd'hui, est la présence des Etats-Unis en Europe occidentale ». OSWALD and STROVER, *op. cit.*, p. 14.

pays connaissent une longue tradition de violence. En plus de cela, la longue présence des Etats-Unis en Amérique Latine a provoqué un sentiment d'« antiyankisme » largement partagé : de la gauche jusqu'aux nationalistes du centre et de droite. Par contre, la qualification presque automatique de tout mouvement populaire comme étant une « menace communiste » a, dans nombre de cercles, diminué la crainte devant de tels phénomènes. Juan José Arévalo a distingué entre l'*Antikomunismo* (avec K, c'est-à-dire la répression d'un mouvement socialiste ou populaire par les Etats-Unis ou une oligarchie locale), et l'*anticomunismo* (avec C, c'est-à-dire des actions entreprises contre le communisme international et l'Union Soviétique) (9). Dans un tel cadre les chances de succès d'une intervention soviétique semblent meilleures.

Pourtant, à Cuba, la montée au pouvoir de Castro s'exécuta sans aucune aide soviétique, et les communistes locaux n'intervinrent que les toute dernières semaines avant la victoire. Au Chili, c'est le régime parlementaire qui a permis la prise de pouvoir par le front socialiste-communiste, et les règles du jeu peuvent entraîner sa défaite lors des prochaines élections. Jusqu'aujourd'hui, l'Union Soviétique n'a montré aucun signe encourageant le gouvernement d'Allende à renoncer au système parlementaire, et assurant sa défense en cas d'intervention américaine. C'est pourquoi il semble que confrontée à cette bipolarité existant avec les Etats-Unis, l'Union Soviétique refuse d'affronter la suprématie américaine dans l'hémisphère occidental. L'aventure de Khrouchev à Cuba a confirmé que dans le cas d'une escalade totale en Amérique Latine, c'est l'Amérique qui l'emporte.

Limitée de ce point de vue, l'Union Soviétique se contente d'encourager subtilement les gouvernements latino-américains — sans prêter attention à leur appartenance politique — à devenir de plus en plus indépendants à l'égard des Etats-Unis. Ceci ne veut pas nécessairement dire que l'Union Soviétique tente de les rendre complètement dépendants d'elle-même. Il semble au contraire assez improbable qu'elle tente de s'attacher un aussi lourd fardeau dans un second pays latino-américain.

Une des méthodes de la propagande soviétique est de tenter d'accentuer les désaccords existant dans le cadre de l'Organisation des Etats Américains et d'accentuer toute manifestation d'attitude indépendante envers les Etats-Unis. Cette image souvent faussée représente le panaméricanisme comme

(9) AREVALO Juan José, *La Fabula del Tiburon y las Sardinias*, edit. Palestra, Buenos Aires, 1959. Dans un esprit similaire, l'ancien ambassadeur argentin en Union Soviétique, Enrique Rivarola, est d'avis que « dans la conduite de la politique intérieure, la « menace communiste » a souvent servi de prétexte à la suppression de mouvements réformateurs réclamant un meilleur niveau de vie, une distribution plus juste des richesses, et la participation des masses dans le gouvernement ». OSWALD and STROVER (edit.), *op. cit.*, p. 61.

étant une doctrine agonisante. Traitant de l'Assemblée Générale de l'Organisation des Etats Américains de Juillet 1970, l'un des observateurs soviétiques est d'avis que : « La rencontre de Washington prouva l'aspiration croissante des états latino-américains à une réorganisation du système inter-américain de manière à protéger efficacement leurs intérêts nationaux. La plupart des républiques latino-américaines voudraient joindre aux réformes actuelles de l'Organisation des Etats Américains leurs espoirs d'une plus grande attention aux problèmes socio-économiques dont la solution est empêchée par la présence des monopoles américains... Beaucoup de dirigeants latino-américains éminents démontrent leur réalisme politique, en présentant une véritable unité latino-américaine comme une alternative aux relations inter-américaines existant à l'heure actuelle » (10). C'est pourquoi les Soviétiques soutiennent des organisations latino-américaines telles la Commission Economique pour l'Amérique Latine (ONU) ou le Pacte Andin.

Un autre aspect auquel l'Union Soviétique attache de l'importance est l'évolution des gouvernements latino-américains vers le neutralisme : leur participation aux conférences des non-alignés, et surtout la dernière conférence de Lusaka (11); la coordination des efforts afro-asiatiques et latino-américains pour la fixation de meilleurs prix mondiaux pour les produits exportés par le Tiers-Monde; ou la position commune adoptée envers les problèmes de l'anti-colonialisme dans les organisations internationales.

Comme symptôme supplémentaire de la distance croissante entre Washington et l'Amérique Latine, on note aussi l'importance des relations entre ce continent et certains pays d'Europe Occidentale. Dans leur recherche d'alternatives, les Soviétiques reconnaissent l'existence d'autres tendances en Amérique Latine, en dehors du pan-américanisme, telles que l'« Hispanisme », que reflètent l'intérêt continuel de Franco pour l'Amérique Latine, la participation de son gouvernement aux conférences de l'Organisation des Etats Américains en tant qu'observateur et, dans le passé, les étroites relations avec des dictateurs tels que Trujillo, Peron et Batista. Le « Lati-nisme », l'influence du Vatican et des Démocraties Chrétiennes européennes sur la politique latino-américaine, se fait sentir surtout au Chili, en Venezuela et El Salvador. La France, sous le régime de de Gaulle, se fit également remarquer comme une puissance intéressée dans le développement économique de l'Amérique Latine. A titre d'exemple on cite la

(10) KOSICHEV L., *OAS : mounting contradictions*, International Affairs, Moscou, septembre 1970, p. 85. V. Prokofyev écrivait cinq ans plus tôt dans le même journal (n° 10, août 1965, pp. 126-128) que « le système inter-américain dominé par Washington est en train de s'affaiblir » et il remarquait « la croissante résistance de la part des pays d'Amérique latine qui refusent d'accepter une politique de dictat et d'action arbitraire ».

(11) Ce sujet a été analysé par GVOZDAREV Boris, *America Latina en el mundo de hoy*, « *Tiempos Nuevos* », Moscou, n° 33, août 1971, pp. 21-23.

visite réussie de de Gaulle en Amérique Latine en 1964, la vente d'avions Mirage, et les politiciens francophiles tels que l'ancien président du Pérou, Pardo.

Mais au-delà de toutes ces observations, ce qui nous intéresse le plus est de constater dans quelle mesure l'Union Soviétique a réussi à établir des missions diplomatiques dans la plupart des pays latino-américains, et à accroître ses activités commerciales et culturelles. Le fait que l'Union Soviétique ait réussi à développer des relations diplomatiques bilatérales et à échanger des représentants est fonction directe de la confiance que l'élite dirigeante lui accorde en Amérique Latine. En plus du mécontentement manifesté par le Département d'Etat américain lorsqu'un pays latino-américain établit des relations diplomatiques avec l'URSS, il faut aussi prendre en considération les craintes des dirigeants locaux qui savent que de telles relations permettent des complots subversifs, et constituent une menace directe pour leur existence. Il est vrai que, dans le passé, les ambassades et les partis communistes ont parfois échangé leurs fonctions : le personnel de l'ambassade distribuait du matériel subversif et des fonds, et le parti soutenait le gouvernement de droite. Bien qu'elle ne fût pas prouvée dans la plupart des cas, la menace de subversion émanant des missions soviétiques éloigna plusieurs régimes latino-américains de Moscou. Ce n'est que durant la période de Coexistence Pacifique que la situation de la diplomatie soviétique s'améliora considérablement sur le continent, et ceci étant dû en premier lieu au fait que les communistes eux-mêmes avaient pris résolument la voie de la transition pacifique dans la plupart des pays.

Alors que les communistes locaux écartaient l'accusation « URSS égal menace communiste », une nouvelle force politique mit Moscou dans une position délicate. A travers tout le continent des fidélistes se lançaient dans la guérilla et demandaient le soutien de l'Union Soviétique et des communistes locaux. Castro lui-même contribuait financièrement et moralement au renforcement de ces mouvements, et l'Union Soviétique n'eut pas d'autre choix que d'adopter une position qui tînt compte à la fois de la révolution cubaine d'une part et, d'autre part, des gouvernements « capitalistes » des autres pays latino-américains qui se montraient de plus en plus intéressés à établir des relations diplomatiques avec elle. Le compromis fut formulé lors du Congrès des Partis Communistes latino-américains, qui eut lieu à La Havane en 1964 sur initiative soviétique. Dans le document officiel il est dit que les conditions objectives favorisaient la lutte armée au Paraguay, à Haïti, au Honduras, au Guatemala et en Colombie. Le Vénézuéla était aussi mentionné, mais séparément. Ceci voulait dire que les guérillas étaient considérées comme légitimes dans 6 pays seulement, alors que le reste du continent était considéré comme mûr pour la transition pacifique. Il est intéressant de noter que cette liste

de 6 pays se caractérise par l'absence de toutes relations diplomatiques entre ces gouvernements et l'Union Soviétique, ou par la prohibition du fonctionnement du parti communiste.

Cependant ce compromis ne satisfait ni Castro, ni les gouvernements latino-américains. Castro comprenait qu'un engagement aussi minimal laissait la majorité de l'Amérique Latine hors de la lutte armée. Les gouvernements latino-américains craignaient qu'une position silencieuse de leur part, alors que les Soviétiques soutenaient la lutte armée chez leur voisin, pût légitimer le silence d'autres pays, si la guérilla éclatait dans leur propre territoire. C'est pourquoi les gouvernements latino-américains se mirent à faire pression sur le gouvernement soviétique. En 1966, quatre diplomates soviétiques furent déclarés « *personæ non gratae* » à Montevideo, sous l'accusation que « lors de la „Conférence Tricontinentale” de la Havane l'an dernier, où participèrent des délégations d'Asie, d'Afrique et d'Amérique, le discours du chef de la délégation soviétique avait été considéré par le gouvernement uruguayen comme une exhortation à la subversion » (12). Pour ne pas détériorer ses relations débutantes avec les pays latino-américains, l'Union Soviétique insista une fois de plus sur le fait que Rachidov, le chef de la délégation soviétique à la Conférence Tricontinentale, — qui déjà lors de la Conférence précisa qu'il parlait en son nom personnel (13) — n'était pas membre d'une délégation officielle du gouvernement, mais le représentant d'une « organisation sociale soviétique ».

Cependant, cette déclaration ne suffit pas pour gagner la confiance des gouvernements latino-américains, et dans leurs déclarations ultérieures, telle celle déjà mentionnée de Khachaturov, les soviétiques se firent plus catégoriques dans leur désapprobation de la guérilla. Des six pays où en 1964 les communistes pro-soviétiques soutenaient la lutte armée, deux pays, Haïti et le Honduras n'avaient connu aucune guérilla. Au Paraguay, le groupe communiste mené par O. Creydt qui voulait entreprendre la lutte armée s'était séparé du parti. Au Vénézuëla en 1966 et au Guatémala en 1968, les leaders du parti communiste optèrent pour une politique électorale, et les guerilleros condamnèrent leur abandon de la lutte armée. En Colombie l'extermination du groupe de guérilla pro-communiste dans la zone de Marquetalia donna lieu à une réévaluation de la politique du Parti, qui en vint aussi — du moins au niveau de l'appareil — à souscrire à la voie légale, surtout après l'ouverture de l'ambassade soviétique. Ni les communistes ni l'Union Soviétique ne pouvaient donc plus être accusés de

(12) CLISSOLD S., *op. cit.*, p. 240, Press Report of La Manana, Montevideo, 5 octobre 1966.

(13) « Amérique latine », Paris, n° 0, mai 1967, p. 7.

mener des activités subversives en Amérique Latine. Envers Cuba cette ligne se défendait par l'argument que chaque parti communiste a le droit de décider des moyens adéquats pour provoquer l'avènement du socialisme dans son propre pays (14). La voie insurrectionnelle, sans avoir été condamnée formellement, fut en fait abandonnée par presque tous les partis. Cette attitude provoqua bien sûr une crise dans les relations entre Cuba et l'Union Soviétique, mais il semble d'après les négociations soviéto-cubaines de 1970, que la pression économique exercée par l'U.S. sur Cuba convainquit Castro d'arrêter sa critique des partis communistes latino-américains et de l'URSS, exprimée de manière aussi violente en 1966-67 et lors de la Conférence de l'Organisation Latino-Américaine de Solidarité (OLAS).

Il est paradoxal qu'actuellement, malgré le triomphe de la Révolution Socialiste à Cuba — qui augmente la menace communiste aux yeux des gouvernements d'Amérique Latine — les relations diplomatiques de l'Union Soviétique avec l'Amérique Latine aient atteint leur niveau le plus élevé.

La conclusion que l'observateur peut tirer de cette situation est que la présence d'une ambassade soviétique dans un pays d'Amérique Latine est de nos jours une garantie indirecte contre des activités insurrectionnelles de tendance communiste. Par contre, l'absence de relations diplomatiques avec l'Union Soviétique constitue un danger potentiel d'activités subversives contre ce gouvernement.

Les Relations Soviéto-Cubaines.

Les relations bilatérales entre l'Union Soviétique et le Cuba révolutionnaire posent inévitablement des problèmes (15). Ce conflit présente nombre de traits significatifs : l'absence de soutien communiste à Castro durant le premier stade de la lutte de guérilla du 26 Juillet; en 1962, le premier choc avec Anibal Escalante — un vieux leader communiste pro-soviétique du P.S.P. — au sujet de la distribution des positions centrales, lorsque s'unirent le Mouvement du 26 Juillet, le P.S.P. (Parti Socialiste Populaire) et le Directoire Estudiantin Révolutionnaire pour former l'O.R.I. (Organisation Révolutionnaire Intégrée); la vive critique de Castro lors du retrait des fusées soviétiques sans qu'il ait été consulté auparavant et l'accent mis sur l'argument précisant que l'auto-défense est

(14) CORVALAN Luis, *The Peaceful Way. A Form of Revolution*, in : « World Marxist Review, Moscou, vol. VI, n° 12, décembre 1963 (Corvalan est un dirigeant communiste chilien).

(15) Le sujet a été étudié pour la période des premières années après la révolution cubaine. Voir GOLDENBERG Boris, *The Cuban Revolution and Latin America*, Unwin and Allen, New York, 1965, et son article, ainsi que celui de Peter Schenkel et Kevin Devlin dans OSWALD and STRAVER, *op. cit.*

la seule garantie de survie pour Cuba; le refus de Cuba de signer le Traité contre la Prolifération des Armes Nucléaires ainsi que l'Accord International contre la Piraterie aérienne; la fuite obstinée des Cubains devant une prise de position dans le conflit sino-soviétique; la dénonciation de la politique de coexistence pacifique et surtout son application en Amérique Latine; le refus de rompre les relations diplomatiques avec Israël après la Guerre des Six Jours; les divergences avec les partis communistes d'autres pays latino-américains sur la question de l'urgence d'une lutte armée, ce qui fut critiqué par Carlos Rafael Rodriguez lors de la Conférence des Partis Communistes de 1969 à Moscou; le refus de Castro d'envoyer des délégués à la Conférence économique de Budapest en 1968; en 1969. la purge de « micro-factions » d'anciens leaders communistes à Cuba, sous prétexte de contacts informels avec des représentants soviétiques, etc. Même si certaines de ces divergences ont déjà trouvé leur solution, le problème de la personnalité indisciplinée de Fidel Castro continue toujours à se poser.

Castro est un « caudillo idéologique » qui n'acceptera jamais complètement la discipline du centralisme; il éprouve le besoin de se sentir différent et de voir la Révolution Cubaine à l'abri de l'influence de personnalités rivales, étrangères ou locales. (Ceci est vrai surtout en ce qui concerne les problèmes vitaux et d'importance primordiale.)

Il est difficile d'analyser la réussite de l'engagement soviétique à Cuba en rétrospective, dans les termes de référence de la politique extérieure de Moscou. Le même genre de question peut se poser aux Etats-Unis: pourquoi le Vietnam? Comme dans le cas des Etats-Unis en Extrême-Orient, aux Antilles Castro « ... força l'Union Soviétique à devenir son allié à contre-cœur » (16). En fait il s'agit d'évaluer aujourd'hui quels sont les gains et les pertes que l'Union Soviétique a tiré de ces relations étroites.

Nous pouvons noter les faits suivants comme avantages :

a) Cuba est le premier pays à s'être déclaré communiste sans avoir aucune continuité géographique, directe ou indirecte, avec l'URSS.

b) Cuba est le seul état qui s'est joint à la famille des nations communistes depuis le Nord-Vietnam. Le renversement de Soukarno, NKrumah, Ben Bella, et la mort de Nasser ont souligné encore plus l'importance que revêt le Cuba socialiste.

c) Cuba exerce une pression psychologique dans les relations bipolaires avec les Etats-Unis. Bien qu'elles n'aient aucune utilité dans la stratégie nucléaire, des armes placées à 90 milles des Etats-Unis peuvent servir

(16) DINERSTEIN H.S., *op. cit.*, p. 85.

d'instrument de dissuasion, du moins contre l'engagement des Etats-Unis en Europe de l'Est.

Les faits suivants sont les désavantages que représente Cuba pour l'URSS :

a) Le prix élevé de l'aide économique à Cuba (estimé à 400 millions de dollars par an).

b) L'existence de fortes réserves idéologiques envers l'Union Soviétique parmi les Communistes et les Marxistes. Les divergences traitent du caractère de la nouvelle société socialiste (par exemple la critique par Che Guevara du « régime parlementaire bourgeois » que l'Union Soviétique a copié de l'Occident), la transition vers le socialisme (et déjà vers le communisme selon certains idéologues cubains) qui n'exige pas nécessairement des étapes intermédiaires dans le procès de libération nationale, et des moyens à employer afin de réaliser la révolution sociale (lutte armée ou évolution pacifique).

c) La détérioration de la popularité des Communistes pro-soviétiques en Amérique Latine en conséquence des critiques publiques adressées par Fidel Castro.

d) Le renforcement d'autres états indépendants ou semi-indépendants dans le monde communiste, à la suite de leurs relations étroites avec Cuba, tels la Corée du Nord, le Nord-Vietnam, et récemment la Roumanie.

Les relations économiques et culturelles.

En dehors des relations diplomatiques pures, dans les sens politique-représentatif, l'influence culturelle et commerciale des Soviétiques a elle aussi connu un rapide développement en Amérique Latine.

Jusqu'en 1960 les relations commerciales avaient progressé assez lentement. En 1928, sous la présidence d'Irigoyen, l'Argentine fut le premier pays d'Amérique Latine à faire du commerce avec l'URSS. Irigoyen vendit du blé à l'Union Soviétique, au moment où celle-ci en avait un besoin critique, alors qu'il subissait les attaques continuelles du parti communiste et était accusé d'être réactionnaire et révisionniste. Jusqu'au début de la deuxième guerre mondiale, le commerce entre les pays d'Amérique Latine et l'URSS ne représentait que 2 % du commerce mondial de ce continent. Après une amélioration temporaire pendant la guerre, le taux retomba à 2 % après 1945 et se maintint au même niveau jusqu'en 1953. L'Argentine, l'Uruguay et le Brésil étaient les pays qui entretenaient des relations

commerciales importantes avec les pays socialistes, principalement avec l'URSS, la Tchécoslovaquie et la Pologne.

En 1962, le commerce avec les pays socialistes représentait 5 % de tout le commerce extérieur latino-américain, qui se chiffrait alors à 20 milliards de dollars. Ce pourcentage comprenait aussi le commerce cubain, déjà fortement orienté vers les marchés de l'Est. Selon Popinno, avant la révolution cubaine, l'Uruguay avait le pourcentage le plus élevé de commerce avec le bloc de l'Est. Dans ce pays le pourcentage de commerce direct avec les pays communistes qui avait été de 5 %, s'éleva à 16 % en 1958 et en 1959, quand les Russes achetèrent de grandes quantités de laine à l'Uruguay. Le commerce indirect (effectué via l'Europe occidentale), représentait 1/10 des exportations globales de l'Uruguay durant ces mêmes années. A cette époque, l'Uruguay devait faire face à une pléthore de laine et un manque de marchés extérieurs pour ses exportations. Dans ces conditions, l'Uruguay arrêta presque toutes ses importations de pétrole en provenance de l'Occident (parce qu'elles devaient être payées en devises fortes) pour les faire venir d'Union Soviétique (où il ne s'agissait que d'un échange). Cependant, à la fin de 1959, le gouvernement uruguayen s'opposa aux propositions soviétiques d'élargir le commerce entre les deux nations. En 1962, l'Union Soviétique a déclaré ne plus vouloir acheter de laine à l'Uruguay afin de la forcer à procéder à un échange plus important de laine pour du pétrole. Au même moment les autres pays communistes, sauf la Chine de Mao, restreignirent leurs achats en Uruguay. Cette prise de position ramena à 10 % la proportion du commerce uruguayen avec le bloc de l'Est ; la même année fit de la Chine communiste le premier client de l'Uruguay.

Dans cette situation, l'Uruguay put résister à la pression soviétique parce que le marché de la laine s'était amélioré et les Etats-Unis avaient modifié le tarif qui avait entravé, dans une large mesure, les exportations de laine uruguayenne vers ce pays. Depuis 1960, l'importance du commerce entre le bloc de l'Est et l'Uruguay n'a pas cessé de diminuer.

En 1952, on créa à Moscou un comité pour la coopération et le développement du commerce mondial qui comprenait les représentants des partis communistes d'Argentine, du Brésil et du Guatemala. Au niveau gouvernemental, ce comité n'obtint pas de grands résultats et il se consacra surtout à développer l'aide financière accordée à tous les partis mondiaux.

Habituellement, l'infiltration économique de l'URSS, dans des zones nouvelles, se présente sous la forme de prêts, d'assistance technique, d'accords bilatéraux de commerce et d'accords. En Amérique Latine, excepté à Cuba, elle ne fit que signer des accords commerciaux avec la plupart

des pays. T. Szulc remarque (17) qu'en 1967, des 240 millions de dollars consacrés par l'URSS et les pays de l'Europe de l'Est à l'aide aux nations non-communistes, 36,6 % allaient à l'Amérique Latine. Ceci démontrerait que ce continent prend une place prééminente dans l'aide extérieure soviétique; mais ces chiffres sont trompeurs : la grande partie de ces 36,6 % a été consacrée à Cuba et non au reste des nations latino-américaines.

En chiffres absolus, le commerce soviétique avec les états latino-américains à part Cuba a considérablement augmenté : de 60,8 millions de roubles en 1960 à 116 millions en 1969 (18). L'Argentine, le Brésil et la Colombie sont les principaux partenaires commerciaux, si on exclut bien sûr Cuba. Au total 13 pays latino-américains maintiennent des relations commerciales avec l'Union Soviétique. Le Brésil revêt une importance particulière, non seulement par le volume de ses réalisations commerciales (50 % de toute l'Amérique Latine, à part Cuba), mais aussi grâce aux facilités de prêt que l'URSS a offertes à ce pays, nonobstant le caractère du régime politique brésilien. Dans l'accord de commerce il est stipulé qu'au moins 25 % des exportations brésiliennes vers l'Union Soviétique peuvent être à caractère industriel ou semi-industriel. Moscou est surtout intéressée à vendre des machines et du matériel pour l'industrie lourde à l'Amérique Latine, et s'attache de cette façon aux industries de base de la nation pour devenir à long terme un fournisseur reconnu d'équipement industriel. Des autobus, des engins agricoles, des outils, des appareils de télévision, des instruments de précision sont vendus à crédit pour 20 à 30 ans, à un taux d'intérêt de 4 %, ce qui rend les offres russes très attirantes. Il est certain qu'un grand nombre d'entreprises, surtout les quelques entreprises privées, qui sont en contact avec l'Union Soviétique, ont peur de se lier à des programmes où les besoins de pièces de rechange, de techniciens et de services risquent d'impliquer des relations continues pour une longue période. Et ceci constitue l'un des dilemmes les plus importants auquel le commerce de l'Amérique Latine avec l'Union Soviétique est confronté : le désir de diminuer leur dépendance envers les Etats-Unis dans le domaine économique au sens le plus large (échanges commerciaux, monopoles de commerce, aide extérieure, investissements, prêts, etc.) pousse les Latino-Américains à considérer avec intérêt les démarches qu'accomplit l'Union Soviétique pour s'assurer de meilleures relations économiques. Mais ces tendances sont plus ou moins limitées par les intérêts économiques américains, et par la crainte des hommes d'affaires latino-américains de perdre la sympathie des Américains et de dépendre de plus en plus de l'Union Soviétique, comme ce fut le cas à Cuba.

(17) SZULC T., *op. cit.*, p. 28.

(18) GVOZDAREV G., *op. cit.*, p. 22.

Les relations culturelles et la propagande se sont également considérablement développées depuis 1960. Les grandes réalisations scientifiques, et le progrès dans l'éducation du grand public, ont créé l'image d'une nation puissante qui est en mesure de contribuer au progrès des peuples d'Amérique Latine. A côté de ses contacts directs avec les gouvernements, l'Union Soviétique a réussi à grouper un grand nombre d'intellectuels, d'artistes, de leaders syndicaux et d'indépendants au sein d'organisations unifiées par une cause bien précise. Parmi ces organisations, on compte le Conseil Mondial pour la Paix, l'Union Internationale des Etudiants, l'Union Mondiale des Femmes, des Juristes, des Professeurs et des Syndiqués Démocrates, des Ligues des Droits de l'Homme, des Ligues paysannes, des Comités pour la Jeunesse, pour la Sauvegarde du pétrole et de l'Economie Nationale... Ces organisations de front, « front organisations », bien qu'elles n'adhèrent pas officiellement à l'idéologie communiste, reflètent le point de vue de l'Union Soviétique à l'égard de certains sujets particuliers. Leur fonction est importante, non seulement pour leur lutte contre l'« impérialisme, le colonialisme et le neo-colonialisme », mais aussi parce qu'on y combat les positions d'autres militants marxistes, surtout les pro-chinois.

Des sociétés de rapprochement doivent aussi s'occuper de canaliser l'appui de certains gouvernements et de personnalités de gauche dans les divers pays. Il en existe à peu près une centaine et, parmi elles, citons comme exemples l'Institut des Relations Culturelles Soviéto-Argentines, et le Centre Culturel Hongrois en Uruguay. Le rôle de ces sociétés n'est pas directement politique, elles servent surtout à promouvoir les relations bilatérales entre l'Union Soviétique et les divers pays. Elles créent des contacts entre les forces de l'opposition et les élites dirigeantes, et dans les cas où il n'existe pas d'accord culturel ni de relations diplomatiques, ces sociétés culturelles ont comme tâche d'exercer des pressions en vue de l'établissement de relations culturelles formelles au niveau gouvernemental.

Dans les pays où elles ne sont pas interdites, on peut se procurer, en grand nombre, des publications idéologiques et culturelles russes, traduites en espagnol. Les émissions soviétiques en espagnol s'étaient sur 15-17 heures par semaine (en 1948); en 1953, avec la participation de la Tchécoslovaquie et de la Hongrie, elles sont passées à 30-31 heures par semaine. Vers 1967, le total des émissions espagnoles dépassaient les 250 heures par semaines. Les étudiants bénéficiaires de bourses et les participants à des conférences et à des réunions ont amené quelques milliers de visiteurs, chaque année, dans les pays socialistes.

Les partis communistes en Amérique Latine.

Les partis communistes en Amérique Latine sont, de nos jours, expérimentés et relativement anciens, comparés aux partis existant dans d'autres

pays en voie de développement. A l'inverse de la plupart des partis-frères afro-asiatiques, qui ne sont qu'un squelette de parti, maintenu par l'Union Soviétique, les P.C. d'Amérique Latine sont bien organisés, et dans un certain nombre de cas, sont des partis de masse comme en France et en Italie. Cependant, leurs dirigeants n'ont pas acquis, et n'ont pas tenté d'acquiescer, la relative liberté d'action vis-à-vis de l'URSS prônée par leurs collègues français ou italiens. Ils n'ont pas usé de leur force pour corriger ce qu'ils auraient pu considérer comme vues erronées dans la politique extérieure soviétique en Amérique latine, bien que pour leurs propres problèmes nationaux, l'Union Soviétique ait souvent accepté d'être guidée par les partis locaux. Dans quelques cas, et ce fut le cas aussi en Asie et en Afrique, le parti fut abandonné par Moscou afin de permettre d'améliorer les relations avec le régime au pouvoir. L'illustration la plus éclatante est paradoxalement le cas de Cuba, où le Kremlin dut approuver la « purge » que Fidel Castro opéra parmi d'anciens disciples dévoués de Moscou.

L'échec numérique du mouvement communiste en Amérique Latine peut être appréciée à partir du tableau suivant :

Affiliation au parti communiste en Amérique latine (estimations)

Pays	1947	1952	1957	1963	1969
Argentine	30.000	30.000	90.000	50.000	60.000*
Bolivie	négligeable	2.000	5.000	4.000	6.000*
Brésil	150.000	60.000	50.000	35.000	15.750*
Chili	30.000	35.000	25.000	30.000	45.000*
Colombie	5.000	3.000	5.000	8.000	9.000*
Costa-Rica	3.000	2.000	300	300	300**
République Dominicaine	500	négligeable	négligeable	1.300	1.300*
Cuba	50.000	25.000	12.000	80.000	60.000*
Equateur	2.500	2.000	1.000	3.000	1.500*
Salvador	négligeable	500	500	500	200**
Guatemala	négligeable	1.000	1.000	1.000	750**
Haïti	500	négligeable	négligeable	négligeable	500**
Honduras	négligeable	négligeable	500	2.000	1.500**
Mexico	10.000	5.000	5.000	5.000	5.250*
Nicaragua	500	500	200	300	200**
Panama	500	500	négligeable	150	250**
Paraguay	8.000	1.000	500	500	5.000*
Pérou	30.000	10.000	6.000	7.000	5.000*
Uruguay	15.000	10.000	3.000	4.000	21.000*
Venezuela	20.000	10.000	9.000	30.000	5.000*
	375.500	197.500	214.000	260.750	243.500

Les chiffres sont tirés de :

— POPPINO, « op. cit. », p. 231 (jusqu'à 1963).

* — The New York Times Encyclopedic Almanac, 1970 (World Communist Party Strength, p. 717).

** — ALLAN Richard (edit.), *Yearbook on International Communist Affairs*, Hoover Institution Press, Stanford University, California, 1970.

Comment expliquer la force ou la faiblesse relative des divers P.C. ? Leur force peut être attribuée aux raisons suivantes :

a) Le respect qu'ils obtiennent par le fait qu'ils sont soutenus par une grande puissance, presque de même envergure que les Etats-Unis, ayant réussi de grandes réalisations techniques, éducationnelles et scientifiques. Ceci donne du prestige au parti, même aux yeux des dirigeants les plus conservateurs.

b) Leur structure bien organisée, évitant souvent des persécutions massives et leur permettant d'agir efficacement en tant que mouvement clandestin. La théorie disant que les communistes légaux sont moins dangereux que les illégaux a été largement acceptée. Ceci est vrai si on définit comme « illégal » un parti sans aucune reconnaissance formelle ou officielle, et privé de droits électoraux. Cependant, si « illégal » signifie que les dirigeants du parti sont méticuleusement exterminés, toutes les activités soigneusement opprimées, les militants persécutés, l'histoire de l'Amérique Latine prouve que de telles mesures réussissent à éliminer toute activité communiste significative pour longtemps.

c) Les dirigeants communistes exercent une forte discipline sur leurs affiliés, et ceci permet au parti d'agir comme mouvement solide et unifié. Les dissidents sont forcés de quitter le parti, et la grande majorité des membres est composée de jeunes qui ne font que passer quelques années dans le parti. Cette grande mobilité horizontale de la base est fort utile pour le maintien des dirigeants en poste durant de longues périodes, tel que Codovilla et R. Ghioldi en Argentine, Arismendi en Uruguay, Saad en Equateur ou Prestes au Brésil.

d) Parmi la population la peur du communisme n'est pas largement partagée. En Europe Occidentale on a pu observer le surgissement des régimes communistes en Europe de l'Est, l'invasion soviétique de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, et ceci provoqua une très large méfiance envers la participation de communistes au gouvernement. En Amérique Latine, la participation de communistes dans des cabinets cubains, chiliens et équatoriens durant la deuxième guerre mondiale, n'apporta aucune tentative d'englober les autres forces politiques sous leur contrôle, et c'est pourquoi des expériences, telle celle du Chili actuellement ont pu se répéter.

e) Les sentiments anti-yankee ont joué un rôle important dans la sympathie dont jouissent les communistes en Amérique Latine.

Néanmoins, la balance générale semble être négative, car les faiblesses suivantes semblent peser plus que les avantages dont jouissent les P.C. latino-américains.

a) Le caractère internationaliste du parti, sa loyauté fondamentale vis-à-vis d'un pays étranger tel que l'Union Soviétique, et l'idée même de l'internationalisme est fortement rejetée par une population nationaliste qui accepte au maximum le « latinoaméricanisme » comme entité supra-nationale ultime. En Amérique Latine, les moyens de communication ne sont pas encore développés. Dans les zones rurales, l'affiliation politique obéit à des critères locaux ou régionaux. La population urbaine est plus nationaliste de telle sorte que toute conception englobant le monde extérieur finit par prendre la forme d'une intégration, d'un bloc, d'un marché ou d'une organisation latino-américaine. Une langue commune, un héritage historique commun et des raisons géographiques donnent à l'Amérique Latine la conscience de former un ensemble régional.

Le panaméricanisme est rejeté en tant qu'instrument aux mains des Américains, mais — bien que, dans certains milieux, l'Union Soviétique jouisse d'une plus grande popularité que les Etats-Unis — la tendance générale est contraire au sentiment de loyauté envers une nation étrangère au continent.

b) La plupart des activités communistes en Amérique Latine datent de l'époque du Comintern, et se créèrent sous le contrôle de personnalités étrangères au continent : un Indien Roy, fut envoyé au Mexique afin d'y fonder le parti avec l'aide d'un Japonais, Sen Katayama. Ce fut un Suisse, Humbert-Droz., que le Comintern envoya à Buenos Aires. On retrouve parmi les autres noms des Tunisiens, un Italien, un Lithuanien, un Tchèque. C'est le parti aux Etats-Unis qui s'est longtemps occupé des affaires aux Antilles, notamment de 1920 à 1930, par l'intermédiaire de J.B. Kornfelder. Plusieurs autres dirigeants des partis communistes en Amérique Latine sont des immigrants européens et tout cela empêche de voir dans le parti un mouvement autochtone, produit authentique de la réalité du pays. L'existence de puissants partis « latinoaméricanistes » orientés vers la gauche, a été un grand obstacle au progrès du communisme dans le continent. Les partis « Apristas » ou « populistas » tels que l'« Acción Democrática » au Venezuela, le M.N.R. en Bolivie, le APRA au Pérou, « Liberación Nacional » au Costa Rica, « Febreristas » au Paraguay et « Gaitanistas » en Colombie ont attiré des masses dans leurs rangs durant les années trente et quarante. De nos jours l'impact du fidélisme sur les cercles d'extrême gauche pousse de nombreux communistes potentiels à rejoindre les MIRistas ou d'autres petits groupes marxistes.

c) Il faut compter aussi avec le manque de compréhension du caractère particulier du leadership politique; le personnalisme est un phénomène courant dans un continent qui a de solides traditions autoritaires d'origine indienne et espagnole. En plus, l'analphabétisme et le manque de confiance

dans la parole écrite des « políticos » empêche une grande partie du peuple de prendre conscience de la valeur programmatique qu'implique la plateforme d'un parti. Il est rare qu'on puisse trouver un « caudillo », une personne capable d'attirer les masses, dans les rangs du parti communiste. On va même jusqu'à condamner le personnalisme comme étant une dangereuse déviation (19). Sa structure, le principe du centralisme démocratique, ont fait de ses dirigeants des bureaucrates dociles, tout disposés à accepter les « diktats » de Moscou. Un leader populaire se soucierait moins de fournir une analyse complète et détaillée de la situation de son pays et s'attacherait davantage à atteindre quelques objectifs politiques précis : la réforme agraire, la nationalisation des biens étrangers, la lutte contre l'analphabétisme, la corruption ou le despotisme. Dans l'ensemble, les partis n'ont pas engendré de tels leaders charismatiques. L'exception notable serait celle de Luis Carlos Prestes, leader communiste militaire au Brésil qui mena, de 1922 à 1928 la révolution des « lieutenants » (*tenentes*), et rejoignit par la suite les rangs du parti, apportant avec lui la popularité ainsi acquise.

d) Les directives idéologiques démantèlent la cohérence interne du parti. Tandis que de nombreux leaders se font exclure du parti à chaque nouvelle orientation de la politique soviétique, l'image communiste se détériore sévèrement aux yeux de la périphérie des sympathisants et de la classe ouvrière. Selon les fluctuations de la politique internationale soviétique, le parti change radicalement de position. Même si l'autocritique a

(19) Ceci n'a pas, bien sûr, empêché les communistes latino-américains de rendre hommage aux leaders soviétiques de la manière la plus « personnaliste ». Cela s'exprime dans les mots du leader cubain Blas Roca : « ... Nous sentons pour Staline une profonde admiration, du respect et de l'affection. Nous voyons dans Staline l'incarnation la plus pure et la plus complète de nos idéaux et de nos aspirations. Nous voyons dans Staline un leader de valeur et le génie de la classe ouvrière, le maître savant, le guide clair et sagace, dont la parole peut toujours être crue et grâce auquel nous pouvons toujours trouver le chemin le plus sûr vers la lutte et le triomphe... Aujourd'hui on ne peut être communiste sans être staliniste, car Staline est le plus grand communiste de tous les temps... Nous sommes fiers d'être appelés Stalinistes, et regrettons de ne pas l'être plus complètement ; nous regrettons seulement de ne pas être d'assez bons communistes, d'assez bons marxistes-léninistes, afin de mériter avec plus de justification ce titre honorable... »

Dans les vœux que notre Partido Socialista Popular adresse au Camarade Staline il y a trois courtes phrases qui résument ce que représente pour nous le grand leader :

Sa vie nous inspire
 Son exemple nous renforce
 Ses instructions nous guident.

Nous voudrions que notre vie soit pareille à la sienne, que nos actions soient telles que ses actions, et que toute notre activité soit une application correcte de ce qu'il nous enseigne. »

CLISSOLD S. (édit.), *op. cit.*, pp. 214-215 (Discours de Blas Roca, Secrétaire général du Parti communiste cubain sur l'attitude communiste envers l'URSS, 21 décembre 1949 - extraits).

servi à plusieurs reprises à modérer ces brusques revirements, les abandons ont été souvent massifs et se sont répétés durant toute l'histoire du parti.

*
**

En conclusion, trois possibilités principales restent ouvertes devant la politique soviétique en Amérique Latine :

A. - Favoriser une politique de détente avec les Etats-Unis en termes globaux, en espérant qu'un relâchement de la tension internationale amènera les Etats-Unis à tolérer les activités soviétiques en Amérique Latine, même au prix d'un traitement équivalent qui serait accordé aux Américains en Europe de l'Est. Cette politique pourrait inclure l'accord implicite des Etats-Unis de partager le fardeau de l'assistance économique au développement de l'Amérique Latine, avec l'Union Soviétique. Ceci suppose donc des concessions réciproques concernant les deux zones d'influence respectives des super-puissances. Jusqu'à présent nous n'avons pas été témoins d'aucun relâchement dans la rigidité des termes des doctrines Brejnev et Johnson, qui condamnent respectivement toute activité capitaliste ou communiste comme étant une menace pour l'intégralité de la « communauté socialiste », ou de l'« Hémisphère Occidental ». Ceci ne veut pas dire que les Etats d'Amérique Latine et d'Europe de l'Est n'ont pas la moindre chance d'échapper à cette dépendance unilatérale. Des pays comme Cuba et la Yougoslavie ont démontré qu'une défense populaire unifiée contre une menace étrangère, peut dissuader jusqu'à un certain point, de tenter de renverser le régime par la force. Cependant, depuis, les chances d'autres pays dans les zones d'influence ont été sérieusement réduites à cause de la vigilance des super-puissances.

B. - Opter pour une politique visant à rapprocher les régimes latino-américains de l'Union Soviétique, sans tenir compte de leur orientation politique; développer d'étroites relations commerciales et culturelles; augmenter le nombre de missions soviétiques en Amérique Latine ainsi que le personnel diplomatique qui y est engagé. Ne pas encourager directement et officiellement les gouvernements latino-américains à détériorer leurs relations avec les Etats-Unis (21). On souligne cependant que de meilleures relations avec l'URSS renforce la position des gouvernements latino-améri-

(20) Durant sa visite officielle au Mexique en 1959, le Président soviétique Mikoyan déclara : « On parle parfois des intentions de l'Union Soviétique de provoquer une dispute entre les pays d'Amérique latine et les Etats-Unis, et d'être la cause d'une détérioration de leurs relations. Ceci est faux. Nous, le peuple soviétique, nous désirons une amélioration radicale de nos relations avec les Etats-Unis et des relations amicales avec tous les autres pays ».

CLISSOLD S., *op. cit.*, p. 231.

cains dans leurs négociations avec les Etats-Unis. Ce point de vue a été bien formulé par A. Shugolsky : « Actuellement les relations internationales sont caractérisées par une croissante activité de la politique extérieure des républiques d'Amérique Latine, dont les peuples et certaines sections de la classe dirigeante désirent conduire une politique étrangère indépendante, et surtout libre de la constante pression américaine... Cette ambition est de plus en plus influencée par l'actuel équilibre des forces dans l'arène internationale, le prestige croissant du système socialiste mondial et la politique étrangère de l'Union Soviétique, qui est basée sur les principes léninistes de paix et d'amitié avec toutes les nations » (22).

C. - Une politique de renversement des régimes actuels en Amérique Latine, soutenant tout acte révolutionnaire; une politique d'encouragement de complots destinés à donner le pouvoir aux communistes locaux, d'aide à l'insurrection armée par une propagande subversive, des armes ou de l'argent. Une telle politique exigerait aussi un changement dans l'idéologie actuelle des partis communistes du continent.

Ces trois possibilités ne sont pas mutuellement exclusives, mais leur application simultanée peut nuire à chacune d'elles. Il semble que c'est la seconde voie, celle qui favorise sans restriction les relations avec les régimes existants, qui est la tendance fondamentale. Le rejet de tout ce qui encourage la troisième possibilité, l'insurrection armée, explique la temporaire tolérance des Américains envers la participation de Communistes dans des gouvernements élus dans des pays pourvus d'une longue tradition démocratique.

(21) SHULGVOVSKY A., *Latin America in the Modern World*, International Affairs, Moscou, n° 9, 1966, p. 59.

